



Programme d'investissements d'avenir

Lauréats de la vague 2 du fonds
« Transition numérique de l'État et modernisation de l'action publique »

Lauréats de l'appel à projets « Solutions et infrastructures partagées »
4 projets lauréats sur 5 candidatures

Extension de la plateforme d'hébergement interministérielle de Nantes proposant des offres de services d'hébergement d'infrastructures

[Ministère de la Justice](#)

Le projet porte sur la rénovation du centre serveur de Nantes avec la mise à disposition en interministériel d'une offre d'hébergement « mise à disposition des baies de stockage ».

Centre d'hébergement sécurisé interministériel

[Ministère de l'Intérieur](#)

Le projet porte sur :

- la mise à disposition en interministériel d'une offre d'hébergement « mise à disposition de baies » ;
- l'accueil d'un nouveau bénéficiaire, les Services du Premier Ministre qui pourra fermer ses deux salles informatiques parisiennes ;
- le développement de deux portails.

Création d'une plateforme d'hébergement interministérielle proposant des offres de services d'hébergement de baies et d'infrastructures à la demande (Cloud) – programme « OSHIMAE » (Offre de Service d'Hébergement Interministériel Agriculture Ecologie)

[Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt](#)

Le dossier porte sur :

- La mise à disposition en interministériel d'une offre d'hébergement « mise à disposition de baies » sur le site de Toulouse, site cible du schéma directeur ;
- L'accueil du MEDDE et de l'IGN en tant que bénéficiaires de cette offre, le MEDDE étant alors en mesure de fermer son centre serveurs de Bordeaux ;
- La mise en place d'une plateforme Cloud qui sera utilisée par les deux ministères et l'IGN.

Modernisation de la production informatique

Ministères Économiques et Financiers

Le dossier porte sur la mise à disposition en interministériel d'une offre d'hébergement « mise à disposition de baies » et sur l'accueil de nouveaux bénéficiaires ce qui entraînera la fermeture de 7 salles serveurs. Le dossier intègre aussi la mise à disposition en interministériel d'une offre de services « informatique en nuage ».

**Lauréats l'appel à projets « Identité numérique et relation usager »
12 projets lauréats sur 18 candidatures**

ALICEM

Ministère de l'Intérieur

Le projet porte sur une solution de création d'une identité numérique sur smartphone Android NFC, de fourniture d'identité et d'authentification fortes au sens [e-IDAS](#) permettant aux usagers équipés d'un titre électronique (passeport ou séjour) et d'un smartphone NFC de prouver leur identité, signer électroniquement lors des démarches en ligne, de gérer leur compte et de consulter l'historique des transactions en local sur le smartphone.

Accès API aux données du Registre National du Commerce et des Sociétés (RNCS) et titres de propriété industrielle (PI)

Ministère de l'économie et des finances

La demande d'un extrait Kbis d'une entreprise au registre national du commerce et des sociétés (RNCS) est aujourd'hui une prestation payante sur Infogreffe.fr. Demain, la loi Macron pourrait la rendre gratuite et ce serait à l'Institut national de la propriété industrielle de diffuser par voie électronique les données contenues dans ce registre de référence de la vie des entreprises. Les greffiers des tribunaux de commerce devront transmettre à l'INPI, par voie électronique, les « inscriptions effectuées au greffe » ainsi que les « actes et pièces qui y sont déposés ». Le projet consiste en une mise en œuvre d'API de PDF et de données.

API Impôt particulier

Ministère de l'économie et des finances

Le projet consiste à mettre à disposition trois bouquets de données (revenu fiscal de référence, résidence principale, revenus catégoriels non salariaux) de différents projets déposés dans le cadre de l'appel à projet : Séjour intégré des étrangers en France, @JConnect pour vérifier le droit à l'aide juridictionnelle, PALYMA pour calculer le quotient familial

PAYFIP

Ministère de l'économie et des finances

Le projet consiste à proposer gratuitement aux administrations des trois fonctions publiques et leurs opérateurs le « PayPal des finances publiques » qui permet aux usagers de payer en ligne leur facture par prélèvement bancaire et donc sans versement de commission bancaire.

Programme d'investissements d'avenir

Lauréats de la vague 2 du fonds « Transition numérique de l'État et modernisation de l'action publique

Mars 2016

Séjour intégré des étrangers en France

Ministère de l'Intérieur

Le projet consiste à dématérialiser les processus relatifs à la primo délivrance du titre de séjour en consulat, et à fournir des identités certifiées et des données en mode API.

PALYMA Stationnement résidentiel

Ministère de l'Intérieur

Le projet consiste à ouvrir pour les villes Paris, Lyon, Marseille (PALYMA) le référentiel SIV (Immatriculation des Véhicules) aux collectivités afin de faciliter la délivrance de cartes/vignettes de stationnement résidentiel et le calcul de différents tarifs applicables à l'utilisateur en fonction du quotient familial et de l'adresse de résidence.

Retraite

Ministère des affaires sociales

Le projet consiste à implémenter France Connect dans les Portails des 35 régimes de retraite et leur portail commun.

IPANEMA

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

La solution IPANEMA vise à lever les difficultés rencontrées par les parents, les chefs d'établissement et des partenaires extérieurs dans l'utilisation des services numériques. Le projet porte sur une interface entre le Fournisseur d'identité actuel des parents et France Connect et en un rapprochement avec le Fournisseur d'identité des élèves ATEN. Le projet consiste également dans la mise en place d'un Fournisseur de données concernant la filiation des enfants et en la fourniture aux collectivités territoriales d'API pour les données scolaires, voire médicales.

eCitoyen

Ministère de l'Intérieur

Il existe 40 millions d'électeurs. Le système d'information électoral actuel est "archaïque, coûteux, incohérent et d'une efficacité limitée" (Rapport IGA de 2015). Le projet vise la mise en place d'un portail e-citoyen pour les présidentielles de 2017 dématérialisant la carte d'électeur, l'initiative citoyenne et l'information à l'électeur. Le projet propose une solution multicanal d'information et de dématérialisation des procédures électorales.

France Connect Agent

Ministère de l'Intérieur

Le projet consiste à réaliser une étude et un prototype afin de s'assurer de la faisabilité d'un France Connect visant l'enrôlement et les habilitations/délégations des élus et agents des collectivités pour faciliter leur utilisation des services numériques de l'Etat qui leurs sont destinés (exemples : Actes, COMEDEC & Helios).

PPSMJ (personnes placées sous mains de justice)

Ministère de la justice

Le projet vise à expérimenter, en se basant sur l'expérience de la Belgique, la mise en place d'une infrastructure et d'un portail sûrs, interopérables et pérennes permettant aux personnes placées sous mains de justice (PPSMJ) de s'identifier/authentifier pour accéder à un panel de services limité dans un premier temps à une offre de e-learning, de formulaires de saisine par voie électronique et de "cantine".

Données sociales

Ministère des affaires sociales

Le projet consiste à proposer un prototype pour permettre les échanges de données sociales de la sphère Protection sociale vers la sphère état, via trois API : Répertoire du déclarant (RCD), Informations issues de la paye et de la DSN, Données provenant de la CAF pour les conseils généraux.

**Lauréats de l'appel à projet « Dites-le-nous une fois particuliers »
8 projets lauréats sur 12 candidatures**

Projet PUMA

Ministères économiques et financiers

Le projet consiste à simplifier, pour les plaisanciers, les industriels de la filière nautique et les administrations, le processus d'immatriculation et de francisation des navires de plaisance en rationalisant et en partageant le système d'information (SI) des douanes et des affaires maritimes.

Naturalisation en ligne

Ministère de l'Intérieur

Dans le cadre de la refonte du système d'information des étrangers en France (asile, séjour et naturalisation), le volet « naturalisation » propose aux étrangers en situation régulière en France une offre de services simplifiés reposant sur l'échange de données entre les administrations.

Transmission dématérialisée des quitus fiscaux

Ministères économiques et financiers

Le projet consiste à simplifier pour l'utilisateur acquérant un véhicule la demande de quitus fiscal auprès de la DGFIP et la démarche subséquente d'immatriculation du véhicule auprès de la préfecture en automatisant le transfert de données.

Dispositif de gestion des échanges

Ministère des affaires sociales, de la santé et du droit des femmes

Pour faciliter l'ouverture de droits aux assurés sociaux en limitant les démarches administratives et limiter les risques de ruptures de droits, le Dispositif de gestion des échanges (DGE) permettra aux opérateurs de la protection sociale (maladie, emploi, retraite, famille) de partager en temps réel les données sur les droits des assurés sociaux.

Mise en œuvre du Numéro Identifiant d'attente (NIA)

Ministère des affaires sociales, de la santé et du droit des femmes

Pour faciliter l'ouverture de droits à la protection sociale des étrangers en situation régulière, le projet consiste à simplifier les modalités d'immatriculation des personnes nées à l'étranger (> 400 000 demandes par an) en optimisant les échanges de données entre le Ministère de l'intérieur qui s'occupe des étrangers en France et les opérateurs de protection sociale.

Re:Invent (EA)

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Le projet consiste à optimiser l'accès et l'orientation des élèves au sein de l'enseignement agricole, et à sécuriser leur parcours grâce à des démarches administratives simplifiées et à l'apport de l'analyse prédictive (460 000 apprenants / 813 établissements).

Dispenser l'utilisateur de transmettre le certificat de décès à la mairie

Ministère des affaires sociales, de la santé et du droit des femmes

Pour soulager les familles endeuillées, le projet consiste à dématérialiser l'acte de décès (volet administratif) et la transmission du volet médical (CertDc) en impliquant le médecin certifiant, la mairie du lieu de décès, l'INSERM, la DGS et le ministère de l'Intérieur et bien évidemment les familles.

Demandes d'autorisations d'urbanisme assistées (DAUA)

Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité

Le projet vise à simplifier, pour les particuliers ou les entreprises et les administrations (mairie, DDT, DGFIP), les demandes d'autorisation d'urbanisme (permis de construire, d'aménager, etc.), en facilitant la constitution de demande (information, orientation vers la bonne démarche, simulation des taxes à payer) et l'information de l'utilisateur sur son traitement.